



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Lille, le 25/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Ministère de l'Intérieur - DGSCGC - GID (Centre de déminage d'Arras)**

ZA Les Filatiers  
195, rue des Tisserands  
62223 Anzin-Saint-Aubin

Références : -  
Code AIOT : 0007006207

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement Ministère de l'Intérieur - DGSCGC - GID (Centre de déminage d'Arras) implanté RD 46E2 Lieu-dit La Gueule d'Ourse 62580 Vimy. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Constat avancement des travaux sur le dépôt de Vimy/comparaison avec les prescriptions de l'AP du 27/07/2022

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Ministère de l'Intérieur - DGSCGC - GID (Centre de déminage d'Arras)
- RD 46E2 Lieu-dit La Gueule d'Ourse 62580 Vimy

- Code AIOT : 0007006207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Centre de Déminage d'Arras (GID - DGSCGC - Ministère de l'intérieur) exploite depuis 1967 le site de VIMY dédié au stockage temporaire de munitions historiques collectées dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, avant transport vers les sites de destruction (Sissonne ou Captieux), de traitement (Suippes) ou de stockage (Crépy) relevant du Ministère de l'Intérieur ou des Armées. Le site couvre une superficie d'environ 1,5ha au lieu dit «La gueule d'Ours» sur les communes de VIMY et WILLERVAL. Il est complété par un site annexe situé sur la commune de VIMY à une distance d'environ 300m du site principal. Le site annexe (moins de 300m<sup>2</sup>) regroupe les forages de pompage dans la nappe destinés à alimenter les réserves incendie ainsi que le groupe électrogène de secours. Le site principal se découpe en différentes zones: • VIMY1 et VIMY 2, destinées au stockage temporaire des munitions collectées, au stockage temporaire de produits pyrotechniques saisis, ainsi qu'au stockage des explosifs de dotation du centre de déminage; • la zone de destruction VIMY3; • le bâtiment maintenance; • la zone de stationnement temporaire; • la zone Vie. Environ 100 tonnes de munitions transitent par an par le dépôt de Vimy. Près de 2000 interventions par an sont effectuées par le Centre de déminage d'Arras sur le Nord et le Pas-de-Calais. Au titre de la réglementation sur les installations classées, le site de stockage de munitions historiques de VIMY est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 27/07/2022.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Explosifs
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Risque toxique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Dispositif de confinement	Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture	Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.2.3	Sans objet
2	Accès à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.2.4	Sans objet
3	Accès à l'installation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.5.1	Sans objet
4	Accessibilité des engins à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.5.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.5.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, le dépôt était en construction, sans matière explosive stockée.

Aucun point de non conformité majeur n'a été relevé.

Seul une action corrective, à savoir l'ajout d'un jaugeage dans le bassin de rétention des eaux incendies a été demandée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie avec une hauteur minimale de 2 mètres.  La clôture de la zone périphérique, d'une hauteur minimale de 2 mètres, est suffisamment résistante et solidement ancrée afin d'empêcher les intrusions non désirées de personnes. Sa partie supérieure est équipée de bavolets. Sa partie inférieure est équipée de concertinas sur une hauteur de 50 cm minimum. Elle doit interdire toute possibilité de franchissement par-dessus et par-dessous, dans un sens et dans l'autre.  Les abords extérieurs de la zone pyrotechnique sont dégagés et exempts de végétation en particulier à la base des clôtures. Les accidents de terrain ou de construction à proximité de la clôture pouvant en faciliter le franchissement doivent être pris en compte.
<b>Constats :</b>  La clôture de 2m est équipée en partie haute de bavolets et des concertinas en partie basse. Cependant, une partie de la clôture n'est pas pourvue de concertinas mais mesure 4m, compte tenu de la hauteur importante de la clôture, le concertina peut être supprimé sur cette partie. Les abords de la zone pyrotechnique sont bien exempts de végétation et dégagés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Accès à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès à l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'accès à l'établissement est constamment fermé ou surveillé que ce soit pour le site principal que du site annexe.</p> <p>L'accès aux locaux de l'enceinte pyrotechnique doit être interdit à toute personne étrangère à l'établissement, à l'exception des représentants accrédités de l'autorité administrative et des personnes spécialement autorisées par le chef d'établissement qui s'assurera que ces personnes se conforment aux consignes de sécurité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est pourvue d'une première zone sécurisée à laquelle on accède par un portail sécurisé. Puis d'une zone pyrotechnique, avec un accès à sécurité renforcée. (SAS)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Accès a l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès a l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un premier accès pompier est conforme, un second est actuellement en préparation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des engins à proximité de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est facilement accessible par une voie d'accès de véhicule reliée à la voie publique.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.
<b>Constats :</b>  Un système de sprinklage est en place mais il n'a pas été testé. Il est alimenté par une réserve souterraine de 800m3 d'eau Deux poches de 120m3 d'eau soit 240m3 sont présentes sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositif de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2022, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté la présence du bassin, cependant celui-ci n'étant pas vide, il n'y a pas confirmation de la présence de 500m3 disponibles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de procéder à un jaugeage du bassin de rétention (marquage de la hauteur d'eau) pour visualiser le volume disponible dans celui-ci, et vérifier la présence de 500m3 disponibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

